

qui persistent à croire qu'en définitive la balance du commerce a quelque signification pour notre pays. Le Canada, pays qui a une population de onze millions d'habitants, a acheté des Etats-Unis, l'an dernier, pour \$487,000,000 de marchandises. Durant la même période, nous avons vendu à ce pays pour \$423,000,000 de marchandises, ce qui fait que nous avons une balance défavorable s'élevant à \$64,000,000. Avant la conclusion de l'accord, je le répète, la balance du commerce entre la république voisine et notre pays nous était favorable.

Parlons des fruits et des légumes à l'état frais, denrées qui m'intéressent tout spécialement. En 1935, avant l'entrée en vigueur de l'accord, nous importions pour environ \$13,000,000 de fruits et légumes frais. En 1938, troisième année de l'application de l'accord, nos importations de ce chef se sont élevées à \$17,500,000, soit une augmentation de 35 p. 100. On me demandera peut-être comment cet accord s'est appliqué. Je ne voudrais conseiller à aucun orateur politique d'aller parler en faveur de cet accord dans une région qui produit les fruits et les légumes frais; je doute fort qu'il reçoive un bon accueil, du moins de quelques-uns de ces gens.

Nous ne devons cependant pas nous borner seulement à considérer cette branche de l'agriculture. Examinons les chiffres de 1935 et de 1938 concernant les périodes antérieure et postérieure à l'accord de 1936. J'y constate que les prix des bestiaux se sont quelque peu relevés. D'un autre côté, les prix des produits de la terre et des produits laitiers sont tombés à des niveaux extrêmement bas dans l'intervalle. En d'autres termes, les résultats obtenus n'ont pas abouti dans tous les cas aux résultats retentissants et merveilleux que l'on attendait de l'ancien accord. Il a certes pu favoriser certaines lignes de commerce, mais il a sûrement fait du tort à d'autres. Je suis donc d'avis que bien téméraire serait le député qui voudrait proclamer en cette Chambre que l'ancien accord a eu des résultats renversants pour la reprise des affaires dans notre pays.

L'agriculture est une chose qui m'est bien chère et peut-être mes honorables collègues m'excuseront-ils d'en parler si souvent, car je viens d'une région agricole. A propos de la situation agricole, il y a des choses dont certaines gens des villes ne semblent pas se rendre compte. L'absence dans le discours du trône d'un projet hardi, énergique et d'application immédiate en vue de la reprise agricole au Canada, m'a vivement désappointé, voire même découragé. On a souvent dit que l'agriculture est le meilleur baromètre de l'état des affaires au Canada. Je suis d'accord, pourvu que l'on tienne compte en même

[M. Graydon.]

temps de la situation des travailleurs industriels. Ceux d'entre nous qui représentent des circonscriptions de l'Est où l'agriculture se fait dans les meilleures conditions ne manquent pas d'éprouver de profonds soucis. Je ferai observer que personne n'élève la voix au sujet d'un allègement raisonnable de la misère agricole dans l'Ouest. Nous nous rendons compte qu'il faut, après tout, penser aux autres aussi bien qu'à soi, car lorsque nous parlons d'une partie du Canada nous pensons au tout. Je ferai observer, toutefois, que cette année l'agriculture dans l'Est a éprouvé de graves revers et souffert de la baisse des cours, et que de nombreux cultivateurs de l'Est ne sont pas loin de penser que l'agriculture dans l'Est devrait aussi être l'objet de quelque soin.

L'an dernier, j'ai écouté un exposé éloquent sur l'agriculture de la part de l'honorable député de Portage-la-Prairie (M. Leader), que je vois à son siège ce soir. Il a exhorté le Gouvernement à organiser et à favoriser dans le Royaume-Uni un débouché pour le bœuf réfrigéré du Canada. Bon nombre de cultivateurs pratiques du pays estiment que l'Angleterre offre un grand marché de consommation, un marché susceptible d'absorber de fortes quantités de produits agricoles de qualité supérieure. On ne saurait s'étonner d'entendre les agriculteurs canadiens réclamer à grands cris l'occasion de vendre du bœuf et du bacon aux îles Britanniques. J'aimerais à voir le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) amorcer ce soir un programme susceptible de provoquer la reprise de l'agriculture et de procurer aux cultivateurs canadiens un débouché en Grande-Bretagne pour leur bœuf réfrigéré et leur bacon. Il me semble toujours—peut-être suis-je dans l'erreur—que nous accordons trop d'importance au marché américain. Nous comptons trop sur un marché qui, outre d'être un marché de consommation, est à proximité d'agriculteurs qui font journellement concurrence à nos produits. Tel n'est pas l'important marché de la Grande-Bretagne. Le Gouvernement perd de vue les principes et les programmes susceptibles de soulager la population agricole du Canada, et il devrait tenter un effort vigoureux et agressif en vue de capturer le plus tôt possible le marché du bacon et du bœuf de la Grande-Bretagne.

On répète à qui mieux mieux que l'agriculture est la cheville ouvrière du pays. Passe encore si ce sont des cultivateurs qui s'expriment ainsi, mais je déteste l'entendre dire à quelqu'un qui n'est pas cultivateur ou qui ignore même de l'agriculture. La députation tout entière doit se rendre compte que le cultivateur, et j'entends particulièrement celui de l'Est que je connais mieux, est au-